

### ■ Évolution contrastée des indicateurs du recouvrement

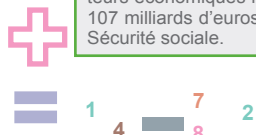
Les indicateurs d'impayés et de ponctualité ne sont pas pertinents en avril suite à quelques aléas de gestion. Le commentaire relatif au mois de mars est reproduit pour ces indicateurs. En mars, le taux d'impayés des entreprises de moins de 10 salariés est en augmentation de 0,45 point sur un an. Cette hausse intervient deux mois après le paiement de la première échéance trimestrielle de 2017. L'obligation d'entrée en DSN pour cette classe d'entreprises a vraisemblablement engendré quelques difficultés. Parallèlement et pour des raisons analogues, le taux de ponctualité des paiements est en diminution de 2,28 points. En avril, les demandes de délais pour les petites entreprises continuent d'afficher une baisse sur un an glissant (- 8,6 %). Le niveau des demandes de délais du mois d'avril est particulièrement bas et pourrait avoir pour conséquence une hausse des demandes de délais de mai. Ce niveau accentue néanmoins une tendance toujours baissière pour cet indicateur.

En mars, les entreprises de plus de 9 salariés affichent un taux d'impayés en diminution de 0,13 point sur un an. Cette baisse s'explique par une amélioration des impayés quelle que soit la tranche d'effectifs : PME (10 à 249 salariés), grandes entreprises (250 à 1 999 salariés) et très grandes entreprises (2 000 salariés et plus). Parallèlement, le taux de ponctualité des paiements des PME augmente de 0,25 point. En avril, sur l'ensemble des entreprises de plus de 9 salariés, les demandes de délais restent nettement orientées à la hausse (+ 7,6 % sur un an).

### Chiffre clé

**21,4 %** c'est le pourcentage des salariés de moins de 24 ans dans le total des DPAE en CDI en Ile-de-France en 2016.

**L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional**  
 Au fil des formalités remplies par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est compétente auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2016, elle a collecté 107 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.



### Indicateurs internes à la gestion de l'organisme

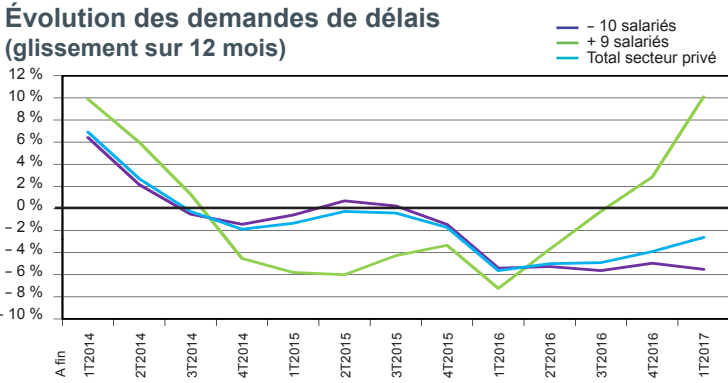
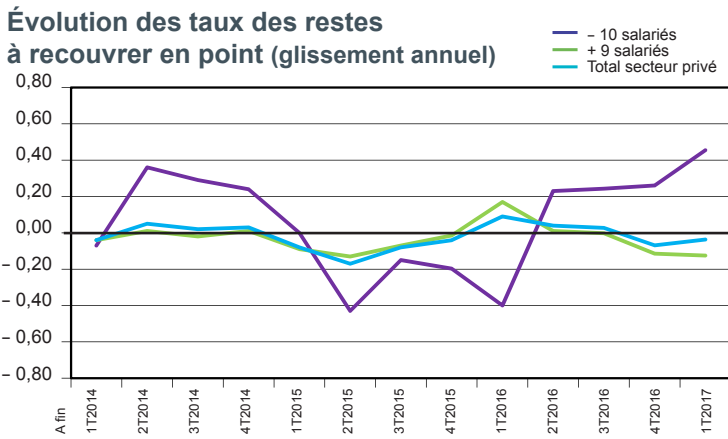
#### Évolution annuelle à fin avril 2017

<b>Entreprises - 10 salariés</b>	
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	- 8,6 %
<b>Entreprises + 9 salariés</b>	
Nombre de délais demandés (sur 12 mois glissants)	+ 7,6 %

#### Évolution annuelle à fin mars 2017

<b>Entreprises - 10 salariés</b>	
Taux de couverture immédiat	- 2,28 pts
Taux des restes à recouvrer	+ 0,45 pt
<b>Entreprises + 9 salariés</b>	
Taux de couverture immédiat	+ 0,25 pt
Taux des restes à recouvrer	- 0,13 pt

\* hors entreprises de plus de 250 salariés  
 Taux de couverture immédiat : propension des cotisants à régler spontanément leurs cotisations.  
 Taux des restes à recouvrer : montant des cotisations non soldées par rapport aux cotisations déclarées par les entreprises.



## ■ Une augmentation conséquente du nombre de DPAE en CDI

À fin février, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en hausse de 2,9 % sur un an. Cette progression est moins soutenue que celle du mois précédent ; elle découle de la forte croissance des contrats de plus d'un mois alors que celle des CDD de moins d'un mois (+ 2,2 %) demeure moins dynamique. Sur les trois derniers mois connus, la progression du nombre de DPAE est bien moins nette (+ 1,8 %), sous l'effet d'une faible hausse relevée sur les CDD de moins d'un mois (+ 1,0 %).

En revanche, le nombre de DPAE en CDI enregistre une progression importante sur un an glissant (+ 6,4 %). Cette croissance confirme la dynamique observée le mois précédent. Sur les trois derniers mois connus, l'augmentation s'avère même plus forte (+ 8,2 %). Par contre, les embauches en CDD de plus d'un mois sont en repli sur les trois derniers mois (- 2,5 %) mais elles continuent d'afficher une croissance importante sur un an (+ 3,4 %).

## ■ La croissance de l'emploi accélère au 4<sup>e</sup> trimestre 2016

Au 4<sup>e</sup> trimestre, l'emploi salarié privé en Ile-de-France est en hausse trimestrielle de 0,6 %, grâce au secteur tertiaire et à la construction. Plus de 25 400 emplois ont été créés durant ces trois mois. Sur un an, le niveau d'emploi francilien affiche une croissance de 65 100 salariés (+ 1,4 %). Cette augmentation est la plus dynamique observée depuis la crise économique. Dans le même temps, l'emploi national augmente à un rythme moins soutenu, soit + 1,2 % sur un an. La masse salariale progresse de 2,6 % sur un an cumulé (+ 2,4 % pour le seul 4<sup>e</sup> trimestre), soit une progression légèrement supérieure à celle observée au plan national (+ 2,4 %). La croissance de la masse salariale s'est maintenue à un niveau élevé toute l'année. Cependant, compte tenu de la progression importante de l'emploi, la croissance du SMPT (salaire moyen par tête) ralentit (+ 1,1 % sur un an), soit une hausse légèrement inférieure à celle observée au niveau national (+ 1,2 %). Le SMPT francilien s'établit à 3 241 euros.

**AVERTISSEMENT.** L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration sociale nominative (DSN), qui se substitue notamment au bordereau récapitulatif de cotisations, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en oeuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions plus importantes durant la phase de montée en charge.

## Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

### Évolution annuelle à fin février 2017

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	+ 2,9 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 1,8 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	+ 6,4 %
Poids des CDI dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	15,2 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 3,4 %
Poids des CDD de plus d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	12,1 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	+ 2,2 %
Poids des CDD de moins d'un mois dans le total CDI + ensemble des CDD (sur 12 mois glissants)	72,7 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 152 652

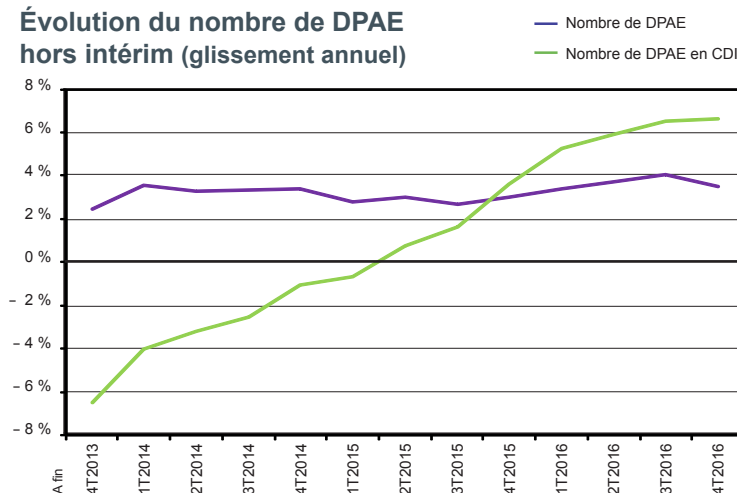
### Évolution annuelle à fin décembre 2016

Effectifs salariés	+ 1,4 %
Salaire Moyen Par Tête	+ 1,1 %
Niveau des effectifs privés (données désaisonnalisées)	4 621 852

### Évolution annuelle du 4<sup>e</sup> trimestre 2016

Assiette salariale	+ 2,4 %
--------------------	---------

### Évolution du nombre de DPAE hors intérim (glissement annuel)



### Évolution de la masse salariale, effectifs et salaires moyens

